L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 23 MARS 1861.

G. F. WEISSE & Co. Rue des Carondelet No 73, Entre Conti et Bienville.

G. F. WEISSE, N. DUFOUR, E. DUVERGER, S. HARRY } EDITEURS-PROPRIETAIRES

Nouvelle-Orléans,
SAMEDI MATIN 20 MARS.

☞Voir la seconde page, pour :

Le Feuilleton.
Le Bulletin Commercial,
Le Marché aux Bestiaux,
Le Mouvement du Port,
Le Depart des Steamers et Bateaux.

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par J. Sparg, 31, Chartres : bureaux, meubles, organ, etc., rue Levée No 45, Apres, à la Bourse St Louis—Propriété dans la rue Tréma—Succession Geo. West.

Par Vincent & Co, 22, Dogane—Marchandises ar rivées.

Par J. B Walton, à la Bourse St Charles—Terre à ensemencer des rives Gallorne et Perdido.

Par Alfred Bonligny, à la Bourse St Louis—Propriété dans la 4e District et détours de banque—Succession de feu D. Clay.

Par Ch. Forstall, à la Bourse St Louis—L'esclave Jo seph : dessiner et patronner. Aussi : Presbytère Richard : la meilleure de matière. Aussi : 7 esclaves bien recommandés, dans la succession de l'feue Eulalie Bertonniere—rue D'Hemecourt.

Par F. Roger & Co, 67, Vieille Levée—Chaussures, chapeaux et vêtements.

Par N. Eggle, à N. B. gare St Louis—Maison double rue Ste Anne entre Rempart et Bourbon.

Par Emile Fernandez à 10 heures, à son magasin, rue St. Louis, entre Chartres et Decatur—Epicerie, etc.

Par Marc Bendorf, encan de bois et meubles, autre derrière.

Par D. E. Murphy, à 10 heures, sur la Levée, au pied de la rue Lafayette—Balle de coton et fromage.

Par Bernard Turpin, à 10 heures, sur la Levée, entre rue Peters et Bienville—Maison double rue Ste Anne entre Remparts et Bourbon.

Par Emile Fernandez à 10 heures, à son magasin, rue St. Louis, entre Chartres et Decatur—Epicerie, etc.

Par Charles J Spear à 10 heures et demie, à son magasin, rue St. Louis, entre Chartres No 74, entre Court et Exchange—Hommes américains et français, etc.

Les Etats à Esclaves de la Frontière.

L'admirable Union pourrait encore dans son état actuel avoir trois Etats à esclaves. Quelle place y occuperont les Kentucky et quel sera leur rôle dans la prochaine et grave question qui va être agitée devant le Congrès et présidée d'une manière hostile dans les deux chambres du Congrès ? C'est une question qu'il serait intéressant d'approfondir, et les éléments de discussion ne nous font point défaut. La position nouvelle dans laquelle vont se trouver ces Etats les uns des autres les Etats libres et les Etats à esclaves donnera lieu à des complications où à des coups de main qui hâteront qui retarderont l'heure de la rupture. Quant à une séparation ultérieure elle nous paraît inévitable, si la Confédération du Sud russit à maintenir son organisation isolée.

Appuyer par celle-ci, pouvant à loisir accroître de l'énergie qu'on puise entre dans la nouvelle république, les Etats à esclaves de la frontière, ceux-ci, plus forts et fort avec république à eux-mêmes et sur qui pèsera moins la menace du nord, ne pourront-ils pas accepter le tout qu'on voudra leur imposer.

On verra alors se produire ce fait anormal d'une minorité tenant la majorité en échec à l'aide d'un droit d'abuser du pouvoir. L'Union n'aura plus le cœur partiellement détruite, certains que les Etats confédérés sont à jamais séparés de l'ancienne république et qu'un rapprochement est désormais impossible. Nous nous hornons à poser le cas, sachant qu'il se présentera tôt ou tard, dût se former dans l'Union un parti national et que l'indignation publique y fasse naître d'un parti qui sacrifiât le pays à son ambition.

Quel sera le dénouement de l'imbroglio politique dont les phases successives se développent en ce moment sous nos yeux ? Si nous devons en juger par le rôle de spectateurs de la frontière, ils ne que les Etats à esclaves de la frontière, après avoir tenu quelque temps en échec les républicains du nord, cèdera à l'adhésion morale et même à l'appui matériel de l'extrême Sud, se décidera-t-elle à rompre avec eux pour faire cause commune avec la Confédération L'hypothèse de leur triomphe dans l'Union, qui ne nous paraît plus celle qui est actuellement C'est ce que comprend parfaitement le cabinet de Washington et c'est ce qui le rend si prudent. Il sait qu'un premier coup de canon tiré par les Etats Unis, la Virginie, le Delaware, le Maryland, la Caroline du Nord, le Kentucky, le Tennessee, le Missouri et l'Arkansas se rangeront du côté du Sud. Il sait que la guerre civile s'appuiera qu'il lui importe de conserver, et il s'apprête à faire des sacrifices avant d'y en venir. Que M. Lincoln prête ses troupes à des forts qu'elles occupent encore dans les Etats des Etats confédérés, qu'il nécessite par de percevoir les droits de douane là où l'autorité fédérale a été supprimée, qu'il respecte enfin le *statu quo*, et il aura ou de conserver la plupart des Etats à esclaves de la frontière.

Seulement, comme nous le disons plus haut, le rôle passif que ces Etats, malgré une neutralité armée, auront à remplir, va devenir bien plus important, et les hommes politiques entre le Nord et le Sud qui auront sur eux plus difficiles à maintenir. Le précédent de la séparation aura été établi et reconnu, les Etats à esclaves de l'Union seront tout prêts à l'invoquer pour prévenir la violation de leurs droits. A chaque menace ou à chaque tiraillement des républicains entre eux se tourneront vers la Confédération et diront à leurs adversaires : N'en place nous sur elle et la base avec nos frères faites un pas de plus, et nous nous joignons à eux.

La séparation est-elle définitive dans un avenir plus ou moins rapproché ? Nous venons de démontrer qu'elle serait peut-être plus puissante que par le passé car la minorité républicaine aurait contre elle dans la législature nationale sera obligée, pour conjurer un péril qui ne représente en rien, de traiguer constamment avec la minorité, et même, dans les circonstances décisives, de soutenir à sa volonté. A moins que le parti républicain ne veuille le complet démembrement de l'Union, il est fatalement destiné à s'éteindre et sera premier triomphe aura alors consacré sa honte.

Quoiqu'il en soit, le Sud n'aura pas été vaincu, et, soit que les concessions du Nord permettent aux Etats à esclaves de la frontière de rester fraternellement avec lui, soit que la renaissance des républicains noirs les force de comprendre le gouvernement de Washington, la cause que nous défendons, et qui est celle de nos droits constitutionnels, n'aura pas été compromise C'est ce que nous tenions à constater

Supposons maintenant que la républicainerie noire se détruise lui même et que les Etats à esclaves de la frontière aprés avoir rétabli l'Union sur ses véritables bases, nous invite à y rentrer Nous rendrons nous à leur appel ? Beaucoup l'espérait graves de la situation pas à déclarer que les Etats confédérés sont à jamais séparés de l'ancienne république et qu'un rapprochement est désormais impossible. Nous nous hornons à poser le cas, sachant qu'il se présentera tôt ou tard dût se former dans l'Union un parti national et que l'indignation publique y fasse naître d'un parti qui sacrifiât le pays à son ambition

Quel sera le dénouement de l'imbroglio politique dont les phases successives se développent en ce moment sous nos yeux ? Si nous devons en juger par le rôle de spectateurs de la frontière, ils ne que les Etats à esclaves de la frontière, après avoir tenu quelque temps en échec les républicains du nord, cèdera à l'adhésion morale et même à l'appui matériel de l'extrême Sud, se décidera-t-elle à rompre avec eux pour faire cause commune avec la Confédération L'hypothèse de leur triomphe dans l'Union, qui ne nous paraît plus celle qui est actuellement C'est ce que comprend parfaitement le cabinet de Washington et c'est ce qui le rend si prudent. Il sait qu'un premier coup de canon tiré par les Etats Unis, la Virginie, le Delaware, le Maryland, la Caroline du Nord, le Kentucky, le Tennessee, le Missouri et l'Arkansas se rangeront du côté du Sud. Il sait que la guerre civile s'appuiera qu'il lui importe de conserver, et il s'apprête à faire des sacrifices avant d'y en venir. Que M. Lincoln prête ses troupes à des forts qu'elles occupent encore dans les Etats des Etats confédérés, qu'il nécessite par de percevoir les droits de douane là où l'autorité fédérale a été supprimée, qu'il respecte enfin le *statu quo*, et il aura ou de conserver la plupart des Etats à esclaves de la frontière.

Seulement, comme nous le disons plus haut, le rôle passif que ces Etats, malgré une neutralité armée, auront à remplir, va devenir bien plus important, et les hommes politiques entre le Nord et le Sud qui auront sur eux plus difficiles à maintenir. Le précédent de la séparation aura été établi et reconnu, les Etats à esclaves de l'Union seront tout prêts à l'invoquer pour prévenir la violation de leurs droits. A chaque menace ou à chaque tiraillement des républicains entre eux se tourneront vers la Confédération et diront à leurs adversaires : N'en place nous sur elle et la base avec nos frères faites un pas de plus, et nous nous joignons à eux.

La séparation est-elle définitive dans un avenir plus ou moins rapproché ? Nous venons de démontrer qu'elle serait peut-être plus puissante que par le passé car la minorité républicaine aurait contre elle dans la législature nationale sera obligée, pour conjurer un péril qui ne représente en rien de traiguer constamment avec la minorité, et même, dans les circonstances décisives, de soutenir à sa volonté. A moins que le parti républicain ne veuille le complet démembrement de l'Union, il est fatalement destiné à s'éteindre et sera premier triomphe aura alors consacré sa honte.

Quoiqu'il en soit, le Sud n'aura pas été vaincu, et, soit que les concessions du Nord permettent aux Etats à esclaves de la frontière de rester fraternellement avec lui, soit que la renaissance des républicains noirs les force de comprendre le gouvernement de Washington, la cause que nous défendons, et qui est celle de nos droits constitutionnels, n'aura pas été compromise C'est ce que nous tenions à constater

Convention de la Louisiane,

SÉANCE DU 22 MARS 1861.

La Convention se réunit à dix heures. L'Hon. Alex. Mouton occupe le fauteuil. Quatre-vingt délégués sont présents.

M. Sparrow présente une résolution qui prie le comité judiciaire de rédiger une Ordonnance fixant la prochaine session de la législature au quatrième lundi de novembre 1861 au lieu du troisième lundi de janvier 1862 et faisant un devoir au corps qui s'assemblera à Baton Rouge d'être les séanteurs au Congrès dans les trois jours qui suivront sa réunion—Le délégué de Carroll dit que son but en présentant cette résolution est de prévenir les frais qu'entraînerait une session extraordinaire de la législature. La Convention a donné au gouverneur, il y a quelques jours le pouvoir de désigner les senateurs, mais cette autorisation est une violation du nouveau parte adopté hier.

La Convention adopte un substitut qui fixe la session au quatrième lundi de novembre prochain, fait un devoir à la législature d'être les séanteurs dans le courant de la semaine qui suivra sa réunion, déclare que la session ne devra pas durer plus de soixante jours et défend que les autres sessions régulières devront ensuite être tenues conformement aux articles 5 et 35 de la Constitution de l'Etat.

M. Gardère dont le nom figure par erreur, dans quelques journaux, parmi ceux des membres qui ont voté contre l'Ordonnance de M. Cannon (soumettant au peuple la Constitution de Montgomery) maintient qu'il était à Baton Rouge où le retenait ses devoirs de législateur, le jour que la Convention a voté sur la question, mais que s'il avait assisté à la séance il aurait appuyé l'Ordonnance. L'honorable représentant de Jefferson n'ayant repris son siège que ce matin se prononce en faveur de la Constitution de Montgomery. Son vote est inscrit dans le journal.

Le rapport du comité des Patentes et celui des Affaires Postales sont présentés, le premier par M. Girard et le secondpar M. Walker.

L'Ordonnance de M. Butler transférant au gouvernement des Etats Confédérés, les forts, les garde côtes, les arsenaux, les phares et les édifices publics qui ont appartenu aux Etats Unis et sont aujourd'hui au pouvoir de la Louisiane, est prise en considération. M. De Blanc propose un amendement qui appelle